

# Subventions : Pourquoi seuls la banane et le sucre ?

ÉCRIT PAR ALAIN PLAISIR, PRÉSIDENT DU CIPPA\* / LECOURRIERDEGUADELOUPE.COM

25 novembre 2024



**Guadeloupe. Le 22 novembre 2024. Alain Plaisir**

[\*Cippa Guadeloupe, Comité d'Initiative pour un Projet Politique Alternatif]

Depuis quelque temps, certains s'interrogent, s'offusquent même, que les subventions agricoles accordées par l'Union européenne (UE) ne vont qu'à deux de nos productions agricoles : la banane et le sucre.

Dans leur esprit, l'UE généreuse et soucieuse de notre développement a oublié nos cultures maraîchères. Or cette décision n'a rien d'un oubli, ni

d'un hasard.

Les régions ultrapériphériques n'ont jamais été dans la logique de la construction européenne.

Si la banane et le sucre obtiennent des subventions c'est parce qu'elles sont considérées comme des productions européennes et font partie des Organisations Communes du Marché (OCM). Les OCM constituent un élément fondamental de la Politique Agricole Commune (PAC) de l'UE depuis sa création.

C'est en effet au sein des OCM qu'ont été introduits les régimes de soutien aux marchés, différenciés selon les secteurs agricoles. Il existe 21 OCM qui regroupent les productions agricoles de culture et d'élevage de l'UE.

L'OCM permet une protection aux frontières européennes et une aide aux producteurs. Seules deux productions guadeloupéennes font partie de ces 21 OCM : le sucre et la banane.

Le sucre parce que l'UE est un grand producteur de sucre (betterave). Nous avons tendance à l'oublier.

La banane depuis 1993 bénéficie d'une OCM suite à la manifestation des planteurs en Martinique et en Guadeloupe (envahissement des aéroports du Lamentin et du Raizet) et à la puissance du lobby béké à Bruxelles.

Il faut ajouter que l'UE retrouve largement son compte en taxant lourdement les 6 millions de tonnes de banane de la zone dollar (Costa Rica, Colombie, Salvador, Équateur). C'est avec ces recettes, près d'1 milliard, que l'UE accorde des subventions aux planteurs de banane. Plus nombreux en Martinique.

Il faut que nous arrêtons avec notre eurobéatitude et pensions, enfin, que l'UE ne fait pas de la philanthropie.